



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.PP/AC.1/2002/3
17 décembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès
à l'information, la participation du public
au processus décisionnel et l'accès à la justice
en matière d'environnement

Groupe de travail des registres des rejets
et transferts de polluants

**PROJET DE PROTOCOLE SUR LES REGISTRES DES REJETS
ET TRANSFERTS DE POLLUANTS**

VERSION RÉVISÉE DU TEXTE RÉCAPITULATIF

PRÉAMBULE

Les Parties au présent Protocole,

Rappelant le paragraphe 9 de l'article 5 et le paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement,

Prenant en considération le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement [, qui prévoit notamment que chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et que les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci],

Prenant également en considération les principes arrêtés et les engagements contractés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (3-14 juin 1992), en particulier les dispositions du chapitre 19 du Programme Action 21, invitant notamment les gouvernements à améliorer et développer, avec la coopération des industries, les bases de données et les systèmes d'information sur les produits chimiques toxiques, tels que les programmes d'inventaire des émissions, et les programmes visant à promouvoir le respect du droit à l'information du public et des travailleurs, la connaissance la plus large possible des risques chimiques étant une condition préalable à la sécurité chimique,

[*Prenant note* du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 que l'Assemblée générale a adopté à sa dix-neuvième session extraordinaire (23-28 juin 1997) et dans lequel elle a appelé, entre autres, à un renforcement des capacités et moyens nationaux de collecte, de traitement et de diffusion de l'information afin de rendre plus facilement accessible au public l'information sur les problèmes environnementaux mondiaux, en employant des moyens appropriés,]

Prenant en considération le Plan de mise en œuvre adopté lors du Sommet mondial pour le développement durable tenu en 2002, qui encourage le rassemblement d'informations cohérentes et intégrées sur les produits chimiques, notamment au moyen des registres nationaux des émissions et transferts de matières polluantes,

Tenant compte des travaux du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, en particulier de la Déclaration de Bahia sur la sécurité chimique, des Priorités d'action après 2000 et du Plan d'action sur les registres des rejets et transferts de polluants/inventaires des émissions,

Tenant compte également des activités entreprises dans le cadre du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des substances chimiques,

Tenant compte en outre des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en particulier des principes énoncés et des informations présentées dans le document intitulé: «*Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes, un instrument au service de la politique d'environnement et du développement durable, manuel à l'intention des pouvoirs publics*» et de la recommandation C(96)41 du Conseil de l'OCDE sur la mise en œuvre des inventaires d'émissions et de transferts de matières polluantes, dans laquelle les pays membres sont invités à prendre des mesures afin d'établir, en tant que de besoin, de mettre en œuvre et de mettre à la disposition du public un système d'inventaires nationaux d'émissions et de transferts de matières polluantes et de promouvoir la comparabilité de ces inventaires nationaux et l'échange des données qu'ils renferment entre pays voisins,

[*Prenant en considération* la décision 2000/479/EC du 17 juillet 2000 de la Commission des Communautés européennes concernant la création d'un registre européen des émissions de polluants,]

[*Prenant en considération également* les résolutions 97-04 et 00-07 du Conseil de la Commission nord-américaine de coopération environnementale concernant les mesures à prendre pour promouvoir la comparabilité des registres des rejets et transferts de polluants et, plus généralement, les registres de ce type,]

[*Désirant* instituer un mécanisme de nature à faciliter l'exercice du droit de chacun, dans les générations actuelles et futures, de vivre dans un environnement propice à sa santé et à son bien-être, en assurant la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement accessibles au public,]

[*Désirant également* que la mise en place de ces systèmes se fasse dans le respect des principes favorisant un développement durable comme le principe de précaution, le principe pollueur-payeur et le principe de l'internalisation des coûts de protection de l'environnement,]

Sachant que l'exercice des droits énoncés dans la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement est lié à la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement adéquats,

Sachant également qu'il est important de prévenir et de réduire la pollution d'origine industrielle et autre pour protéger l'environnement et la santé des générations actuelles et des générations futures,

Sachant en outre qu'il est fondamental de réduire les rejets et transferts de polluants potentiellement dommageables et, autant que possible, d'y mettre fin pour parvenir à un développement écologiquement rationnel et durable,

[*Constatant* que la mise à la disposition du public d'informations grâce au système de registres des rejets et transferts de polluants a contribué à une réduction substantielle et chiffrable de la pollution dans les pays qui se sont dotés d'un tel système,]

Convaincues de l'intérêt des registres des rejets et transferts de polluants dans lesquels elles voient un outil d'un bon rapport coût-efficacité, qui permet de promouvoir une meilleure performance environnementale et de mettre à la disposition du public des informations sur les polluants rejetés dans les différentes collectivités et sur les flux de polluants qui aboutissent dans celles-ci ou qui les traversent, et grâce auquel les pouvoirs publics peuvent suivre l'évolution de la situation, mettre en évidence les progrès réalisés dans la lutte contre la pollution, contrôler le respect de certains accords internationaux et fixer les priorités et évaluer les progrès accomplis dans le cadre des politiques et programmes relatifs à l'environnement,

Estimant que l'établissement de registres des rejets et transferts de polluants peut être réellement bénéfique pour l'industrie en rendant possible une meilleure gestion des [polluants] [substances chimiques],

Notant que les données consignées dans les registres des rejets et transferts de polluants permettent, une fois combinées avec les données sanitaires, environnementales, démographiques et économiques ou avec d'autres types d'informations pertinentes, de mieux comprendre les problèmes qui peuvent se poser, de repérer les «points noirs», de prendre des mesures préventives et correctrices et de fixer les priorités en matière de gestion de l'environnement,

Conscientes de la nécessité de mettre en place des systèmes de registres nationaux des rejets et transferts de polluants compatibles au niveau international pour accroître la comparabilité des données,

Notant que de nombreux États membres de la CEE, la Communauté européenne et les Parties à l'Accord de libre-échange nord-américain s'emploient actuellement à recueillir des données concernant les rejets et transferts de polluants de sources diverses et à mettre celles-ci à la disposition du public, et tenant compte tout particulièrement de la longue et précieuse expérience acquise par certains pays dans ce domaine,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

OBJET

L'objet du présent Protocole est de promouvoir [les droits du public d'avoir] [l']accès à l'information par la mise en place d'un registre cohérent et intégré des rejets et transferts de polluants (RRTP) à l'échelle nationale conformément aux dispositions du présent Protocole, qui puisse faciliter la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement et contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution de l'environnement [, et donc à la protection du droit de chacun, dans les générations actuelles et futures, de vivre dans un environnement propice à sa santé et à son bien-être].

Article 2

DÉFINITIONS

Aux fins du présent Protocole,

1. Le terme «Partie» désigne, sauf indication contraire, une Partie contractante au présent Protocole;
2. Le terme «Convention» désigne la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement;
3. Le terme «public» désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou à la pratique nationale, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes;
4. Le terme «établissement» désigne une ou plusieurs installations érigées sur le même site ou sur des sites voisins qui sont détenues ou exploitées par la même personne physique ou morale [et où se déroulent une ou plusieurs [des] activités [énumérées à l'annexe I]];
5. L'expression «autorité compétente» désigne l'autorité ou les autorités nationales, ou tout (tous) autre(s) organisme(s) compétent(s) auxquels une Partie a confié la responsabilité de la gestion d'un système de registre national des rejets et transferts de polluants;
6. Le terme «polluant» désigne [une substance ou un groupe de substances, y compris des éléments chimiques et leurs composés,] [une substance chimique donnée, une catégorie de substances chimiques ou une substance chimique donnée entrant dans une catégorie chimique] qui peut être [nocive] [dangereuse] pour l'environnement ou la santé de l'homme en raison

de ses propriétés physiques, chimiques ou biologiques ou d'autres propriétés intrinsèques [et de son introduction dans l'environnement [par le biais d'une activité humaine]] [et qui doit faire l'objet d'une notification en vertu du présent Protocole];

7. Le terme «rejet» désigne toute introduction de polluants dans l'environnement [résultant de toute activité humaine] [, qu'elle soit délibérée ou accidentelle et qu'elle ait un caractère régulier ou non], notamment [tout déversement, émission, dispersion, injection, évacuation [,] [ou] mise en décharge [, ou le fait de se débarrasser de tout réceptacle fermé]];

8. L'expression «transfert hors du site» désigne l'enlèvement

[**variante 1:** de polluants]

[**variante 2:** soit de polluants [contenus dans des déchets], soit de déchets]

hors des limites de l'établissement [à des fins [de stockage,] [d'utilisation, de réutilisation,] de recyclage, de traitement, [y compris le traitement des eaux usées,] [d'incinération avec ou sans valorisation énergétique,] [de traitement final] [ou d'élimination] [ou de rejet]];

9. L'expression «transfert sur le site» désigne le déplacement

[**variante 1:** de polluants]

[**variante 2:** soit de polluants [contenus dans des déchets], soit de déchets]

dans les limites de l'établissement [à des fins [de stockage,] [d'utilisation, de réutilisation,] de recyclage, de traitement, [y compris le traitement des eaux usées,] [d'incinération avec ou sans valorisation énergétique,] [de traitement final] [ou d'élimination] [ou de rejet]];

10. [L'expression «transfert par le biais des produits» désigne l'enlèvement du site de polluants contenus dans des produits ou constituant des produits;]

11. [L'expression «sources diffuses» désigne les multiples sources de petite taille ou disséminées à partir desquelles des polluants, dont il est matériellement difficile d'obtenir notification auprès de chaque source individuelle, peuvent être rejetés sur le sol, dans l'air ou dans l'eau et avoir sur ces milieux un impact combiné important;]

12. Le terme «national» doit, lorsqu'il est question des obligations que le présent Protocole impose aux organisations d'intégration économique régionale, être interprété, sauf indication contraire, comme s'appliquant à la région en question;

13. [Le terme «déchets» désigne les substances ou objets [qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit interne] [ainsi définis par les dispositions du droit interne et destinés à la récupération, à l'incinération ou à l'élimination] et englobe les eaux usées destinées aux installations d'épuration des eaux usées;]

14. [L'expression «déchets dangereux» désigne les déchets définis comme dangereux par les dispositions du droit interne;

15. L'expression «autres déchets» désigne les déchets qui ne sont pas des déchets dangereux.]

Article 3

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Chaque Partie prend les dispositions législatives, réglementaires et autres nécessaires ainsi que des mesures d'exécution appropriées aux fins de l'application des dispositions du présent Protocole.
2. Les dispositions du présent Protocole ne portent pas atteinte au droit des Parties de tenir ou de mettre en place un registre des rejets et transferts de polluants plus étendu ou plus accessible au public que celui prévu par le présent Protocole.
3. Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que, si des employés d'un établissement ou des membres du public signalent aux autorités publiques une violation par un établissement de la législation nationale de mise en œuvre du présent Protocole, cet établissement et les autorités publiques soient tenus de ne pas les pénaliser, les persécuter, ni les soumettre à des mesures vexatoires pour avoir agi ainsi.
4. Aux fins de l'application du présent Protocole, chaque Partie suit la démarche de précaution consacrée par le principe 15 de la Déclaration de Rio.
5. Afin d'éviter que les mêmes données soient communiquées plusieurs fois, les systèmes de registres des rejets et transferts de polluants peuvent être intégrés autant que possible aux sources d'information existantes, comme les mécanismes de notification mis en place au titre des régimes d'autorisation ou des permis d'exploitation.
6. Les Parties s'emploient à assurer la convergence de leurs registres nationaux des rejets et transferts de polluants.

Article 4

ÉLÉMENTS ESSENTIELS D'UN SYSTÈME DE RRTP

Conformément au présent Protocole, chaque Partie établit et tient un registre national des rejets et transferts de polluants accessible au public:

- a) Dans lequel les données sont ventilées par établissement pour ce qui est de la notification de données sur les sources ponctuelles;
- b) Qui prévoit la notification de données sur les sources diffuses;
- c) Dans lequel les données sont ventilées par polluant ou déchet, selon qu'il convient;
- d) Qui tient compte des différents milieux récepteurs en établissant une distinction entre les rejets dans l'air, sur le sol et dans l'eau;
- e) Qui renseigne sur les transferts;
- f) Qui repose sur un système de notification périodique obligatoire;

- g) Qui comprend des données normalisées et à jour, fixe un nombre restreint de seuils de notification normalisés et ne prévoit, s'il y a lieu, qu'une confidentialité limitée des données;
- h) Qui est cohérent et est conçu de manière à être convivial et accessible au public, y compris sous forme électronique;
- i) Qui habilite le public à participer à son développement et à sa modification; et
- j) Qui se compose d'une base de données ou de plusieurs bases de données reliées entre elles, structurées et informatisées et tenues par l'autorité compétente.

Article 5

CONCEPTION/STRUCTURE

1. Chaque Partie veille à ce que les données consignées dans le registre visé à l'article 4 soient présentées à la fois sous forme agrégée et sous forme détaillée afin que les données sur les rejets et les transferts puissent être recherchées et localisées par établissement et lieu géographique, activité, exploitant ou propriétaire, et société selon qu'il convient, polluant ou déchet selon qu'il convient, milieu de l'environnement dans lequel le polluant est rejeté et, ainsi qu'il est précisé au paragraphe 5 de l'article 7 [destination du transfert] [et, s'il y a lieu, opération d'élimination ou de récupération des déchets]. Chaque Partie veille également à ce que les données puissent être recherchées et localisées en fonction des sources diffuses qui ont été inscrites au registre.
2. Chaque Partie conçoit son registre en tenant compte de la possibilité qu'il soit élargi à l'avenir et en veillant à ce que les données à communiquer pour les 10 années de notification antérieures au minimum soient publiquement accessibles.
3. Le registre est conçu de façon à en faciliter au maximum l'accès au public par des moyens électroniques tels que l'Internet. La conception du registre permet également, dans des conditions normales d'exploitation, de consulter constamment et immédiatement par des moyens électroniques l'information qui y est consignée.
4. Chaque Partie devrait intégrer dans son registre des liens vers ses bases de données pertinentes, existantes et accessibles au public concernant des questions liées à la protection de l'environnement telles que les substances radioactives [,] [et] les rayonnements [, les organismes génétiquement modifiés, la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources, et le transfert de polluants par le biais des produits].
5. Chaque Partie intègre dans son registre des liens avec les registres des rejets et transferts de polluants des autres Parties au Protocole et, si possible, avec les registres des rejets et transferts de polluants d'autres pays.

Article 6

PORTÉE DU REGISTRE

1. Chaque Partie veille à ce que son registre contienne des données sur:
 - a) Les rejets de polluants soumis à notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 7;
 - b) Les transferts hors du site soumis à notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 7; et
 - c) Les rejets de polluants de sources diffuses soumis à notification en vertu du paragraphe 4 de l'article 7.
2. Ayant évalué les données d'expérience acquises lors de la mise en place de registres nationaux des rejets et transferts de polluants ainsi que dans le cadre de l'application du présent Protocole, et compte tenu des processus internationaux pertinents, la Réunion des Parties passe en revue les prescriptions en matière de notification en vertu du présent Protocole et examine [en tenant compte de toute recommandation de l'organe subsidiaire,] les questions ci-après dans le cadre du développement du Protocole:
 - a) Révision des activités indiquées à l'annexe I;
 - b) Révision des polluants indiqués à l'annexe II;
 - c) Révision des seuils indiqués aux annexes I et II; et
 - d) Incorporation d'autres aspects pertinents tels que des informations sur les transferts sur le site, le stockage, la définition de prescriptions en matière de notification des sources diffuses ou l'établissement de critères d'inscription de polluants au titre du présent Protocole.

Article 7

PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

1. Chaque Partie:
 - a) Fait obligation au propriétaire ou à l'exploitant des différents établissements relevant de sa juridiction où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe I au-dessus des seuils d'activité, si ceux-ci sont précisés, et:
 - i) Qui rejette tout polluant indiqué à l'annexe II dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne [x];
 - ii) Qui transfère hors du site tout polluant indiqué à l'annexe II dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne [x], dans le cas où la Partie concernée a opté pour la notification des transferts par polluant conformément à l'alinéa d du paragraphe 5 de l'article 7;

- iii) Qui transfère hors du site plus de 2 tonnes par an de déchets dangereux ou plus de 2 000 tonnes par an d'autres déchets dans le cas où la Partie concernée a opté pour la notification des transferts par déchet conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 5 de l'article 7; ou
- iv) Qui transfère hors du site tout polluant indiqué à l'annexe II dans des eaux usées destinées à faire l'objet d'une épuration, dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne [x];

de se conformer aux dispositions que ledit propriétaire ou exploitant est tenu de prendre conformément au paragraphe 2 ci-après;

ou

b) Fait obligation au propriétaire ou à l'exploitant des différents établissements relevant de sa juridiction où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe I au-dessus des seuils fondés sur le nombre d'employés et qui fabriquent, transforment ou utilisent tout polluant indiqué à l'annexe II dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne [y], de se conformer aux dispositions que ledit propriétaire ou exploitant est tenu de prendre conformément au paragraphe 2 ci-après.

2. Chaque Partie fait obligation au propriétaire ou à l'exploitant d'un établissement visé au paragraphe 1 ci-dessus de soumettre les informations indiquées aux paragraphes 5, 6 et 7 ci-après, conformément aux prescriptions qui sont énoncées, au sujet des polluants et déchets dont les seuils ont été dépassés.

3. En vue d'atteindre l'objectif du présent Protocole, une Partie peut décider, dans le cas d'un polluant donné, d'appliquer soit un seuil de rejet soit un seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation, à condition de contribuer ainsi à accroître les informations pertinentes sur les rejets ou les transferts consignées sur le registre.

4. Chaque Partie veille à ce que son autorité compétente recueille les données sur les rejets de polluants de sources diffuses indiquées aux paragraphes 7 et 8 à inclure dans le registre ou charge un ou plusieurs organes compétents ou autorités publiques de les recueillir.

5. Chaque Partie fait obligation au propriétaire ou à l'exploitant des établissements soumis à notification en vertu du paragraphe 2 ci-dessus de rassembler et présenter à son autorité compétente les données ci-après, ventilées par établissement:

a) Le nom, l'adresse, l'emplacement géographique et l'activité ou les activités de l'établissement en question et le nom de l'exploitant ou du propriétaire, et de la société, selon qu'il convient;

b) Le nom et l'identificateur numérique de chaque polluant soumis à notification en vertu du paragraphe 2;

c) La quantité de chaque polluant soumis à notification en vertu du paragraphe 2 qui est rejetée de l'établissement dans l'environnement au cours de l'année de notification, à savoir aussi bien le volume global des rejets que la ventilation de ces rejets selon que ceux-ci se produisent dans l'air, dans l'eau ou sur le sol, y compris par injection souterraine;

d) Selon le cas

- i) La quantité de chaque polluant soumis à notification en vertu du paragraphe 2 qui est transférée hors du site à des fins de [stockage,] recyclage, valorisation énergétique, traitement ou élimination [, stockage compris,] [ainsi que le nom, l'adresse et l'emplacement du site qui reçoit les polluants transférés]; ou
- ii) La quantité de déchets soumis à notification en vertu du paragraphe 2 qui est transférée hors du site au cours de l'année de notification, en faisant la distinction entre les déchets dangereux et les autres déchets, pour toute opération de récupération ou d'élimination, en indiquant par les lettres «R» ou «E» respectivement si les déchets sont destinés à être éliminés ou récupérés [conformément à l'annexe III] et, dans le cas de mouvements transfrontières de déchets dangereux, le nom et l'adresse [de l'installation] [du site] qui reçoit les déchets transférés;

e) La quantité de chaque polluant contenu dans les eaux usées, soumis à notification en vertu du paragraphe 2, qui est transférée hors du site au cours de l'année de notification; et

f) La méthode utilisée pour obtenir les données visées aux alinéas *c* à *e* conformément au paragraphe 2 de l'article 9, en indiquant si ces données sont fondées sur des mesures, des calculs ou des estimations.

6. [Les informations visées aux alinéas *c* à *e* du paragraphe 5 englobent les données sur l'ensemble des rejets et transferts, qu'ils découlent d'activités régulières ou d'événements extraordinaires [ne découlant pas de telles activités], et font la distinction entre les rejets et transferts découlant d'activités régulières et ceux consécutifs à des événements extraordinaires].

7. Chaque Partie consigne dans son registre, avec un degré de désagrégation spatiale suffisant, les données sur les rejets de polluants de sources diffuses pour lesquels elle détermine que des données sont recueillies par les autorités compétentes et qu'il est matériellement possible d'incorporer ces données. Si elle détermine que de telles données n'existent pas, elle adopte des mesures pour entreprendre de notifier les rejets de polluants pertinents provenant d'une ou plusieurs sources diffuses en conformité avec ses priorités nationales.

8. Les informations visées au paragraphe 7 ci-dessus englobent des renseignements sur le type de méthode employé pour obtenir lesdites informations.

[9. En application du paragraphe [2] de l'article 6¹, et à partir de leur X^e année de notification, les Parties exigent également que les informations à communiquer en vertu du paragraphe 2 contiennent, pour chaque polluant soumis à notification, les données ci-après:

a) Une estimation du volume des rejets, y compris les transferts hors du site à des fins d'élimination, et une estimation du volume des transferts à des fins de traitement, de valorisation énergétique et de recyclage, qui devraient être normalement signalés pour les deux années de notification suivantes;

b) Le volume total des rejets provenant de l'établissement, y compris les rejets sur le site et les transferts à des fins d'élimination, à l'exclusion des rejets consécutifs à des événements extraordinaires;

c) Le rapport de la production de l'année de notification en cours à la production de l'année de notification précédente, calculé d'une manière tenant compte de toutes les activités dans lesquelles intervient le polluant. Lorsqu'une matière première ou une variable autre que la production pèse plus que tout autre facteur sur la quantité de polluants rejetés ou transférés, un rapport basé sur la variable primaire pour chaque polluant pourra être utilisé;

d) Les quantités suivantes, alignées dans le registre pour permettre une comparaison avec les quantités correspondantes signalées pour l'année de notification en cours:

- i) La somme des rejets visés à l'alinéa *c* du paragraphe 5, et les transferts hors du site à des fins d'élimination notifiés en vertu des alinéas *d* et *e* du paragraphe 5, à l'exclusion des rejets consécutifs à des événements extraordinaires, pour l'année de notification précédente;
- ii) Les quantités transférées hors du site pour l'année de notification précédente, en faisant une distinction selon que le polluant a été transféré hors du site à des fins de traitement, de valorisation énergétique, de recyclage, d'élimination ou qu'il s'agit d'un autre type de rejet; et
- iii) Les quantités transférées sur le site pour l'année de notification précédente, en faisant une distinction selon que le polluant a été transféré à des fins de traitement, de valorisation énergétique ou de recyclage.]

Article 8

CYCLE DE NOTIFICATION

1. Chaque Partie veille à ce que les données qui doivent être incorporées dans son registre soient accessibles au public, rassemblées et consignées dans son registre par année civile. L'année de notification est l'année civile à laquelle se rapportent ces données. Pour chaque Partie, la première année de notification est l'année civile qui suit l'entrée en vigueur du Protocole à son égard. La notification requise en vertu de l'article 7 est annuelle. Toutefois, la deuxième année de notification pourra être la deuxième année civile qui suit la première année de notification.

2. Chaque Partie qui n'est pas une organisation d'intégration économique régionale veille à ce que les données soient incorporées dans son registre dans un délai de 15 mois à compter de la fin de chaque année de notification. Cependant, les données de la première année de notification sont incorporées dans son registre dans un délai de deux ans à compter de la fin de ladite année.

3. Chaque Partie qui est une organisation d'intégration économique régionale veille à ce que les données correspondant à une année de notification particulière soient incorporées dans son registre six mois après que les Parties qui ne sont pas des organisations d'intégration économique régionale sont tenues d'incorporer les leurs.

Article 9

COLLECTE DES DONNÉES ET TENUE D'ARCHIVES

1. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements tombant sous le coup des dispositions de l'article 7 [de recueillir les données nécessaires pour déterminer] [de recenser], conformément au paragraphe 2 du présent article et avec une fréquence suffisante, les rejets de l'établissement et ses transferts [hors du site] soumis à notification en vertu de l'article 7 et de conserver à l'intention des autorités compétentes les archives sur les données à partir desquelles ont été obtenues les informations notifiées, pendant une période de [trois] [cinq] ans à compter de la fin de la période de notification considérée. Dans ces archives sera également consignée la méthode utilisée pour rassembler les données.

2. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements tombant sous le coup des dispositions de l'article 7 d'utiliser les meilleures informations disponibles soit, notamment, des données de surveillance, des coefficients d'émission, des équations du bilan matière, une surveillance indirecte ou d'autres calculs, des appréciations techniques ou d'autres méthodes. Le cas échéant, ces données ou opérations devront être obtenues, ou effectuées, selon des méthodes approuvées internationalement.

Article 10

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

1. Chaque Partie veille à ce que les propriétaires ou exploitants des établissements tombant sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 assurent la qualité des données notifiées.

2. Chaque Partie veille à ce que les données qui sont consignées dans son registre fassent l'objet d'un contrôle de qualité par l'autorité compétente, et notamment à ce que soient vérifiées leur exhaustivité, leur cohérence et leur crédibilité, compte tenu de toutes lignes directrices qui pourraient être élaborées par la Réunion des Parties.

Article 11

ACCÈS DU PUBLIC À L'INFORMATION

1. Chaque Partie fait en sorte que le public ait accès, sans qu'il ait à faire valoir un intérêt particulier, aux informations consignées dans son registre des rejets et transferts de polluants conformément aux dispositions du présent Protocole, essentiellement en veillant à ce que le registre soit conçu de façon à être directement accessible par voie électronique, par le biais des réseaux de télécommunication publics.

2. Si le public ne peut pas consulter facilement le registre par des moyens électroniques, chaque Partie fait en sorte que les autorités compétentes communiquent à toute personne qui demande des informations précises, les données qu'elle souhaite obtenir par n'importe quel autre moyen efficace, aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de soumission de la demande.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, chaque Partie fait en sorte que l'accès à l'information consignée dans le registre soit gratuit.
4. Chaque Partie peut autoriser son autorité compétente à percevoir un droit au titre de la communication [de copies] des informations précises visées au paragraphe 2, mais ce droit ne doit pas dépasser un montant raisonnable.
5. [Chaque Partie fait en sorte que son registre puisse être consulté, par des moyens électroniques, dans des lieux accessibles au public, par exemple dans les bibliothèques publiques, les édifices abritant les autorités locales et d'autres lieux appropriés.]

Article 12

CONFIDENTIALITÉ

1. Chaque Partie peut autoriser l'autorité compétente à préserver la confidentialité d'informations consignées dans le registre dans les cas où la divulgation de ces informations aurait des incidences défavorables sur²:
 - a) [Les relations internationales, la défense nationale ou la sécurité publique;]
 - b) [La bonne marche de la justice, la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou la capacité d'une autorité publique d'effectuer une enquête d'ordre pénal ou disciplinaire;]
 - c) Le secret commercial et industriel, lorsque ce secret est protégé par la loi afin de défendre un intérêt économique légitime;
 - d) [Les droits de propriété intellectuelle;]
 - e) [Le caractère confidentiel des données et/ou des dossiers personnels concernant une personne physique si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public, lorsque le caractère confidentiel de ce type d'information est prévu par le droit interne.]

Les motifs susmentionnés de préservation de la confidentialité doivent être interprétés de manière restrictive compte tenu de l'intérêt que la divulgation des informations demandées présenterait pour le public et selon que ces informations ont trait ou non aux rejets dans l'environnement.

2. [Dans le cadre de l'alinéa c du paragraphe 1,] les informations [, autres que le nom chimique exact d'un polluant,] concernant les rejets [et les transferts hors du site] [qui intéressent la protection de l'environnement] sont divulguées.
3. [Lorsqu'il est fait droit à une demande de confidentialité, [l'information] [le nom chimique exact d'un polluant] considéré(e) [n'est pas] [peut ne pas être] divulgué(e) et est consigné(e) dans le registre sous une forme qui ne permet pas au public d'y avoir accès. En pareil cas, les noms chimiques de polluants spécifiques sont remplacés, dans la partie publique du registre, par les noms chimiques génériques.] Lorsqu'[une information quelconque] [un nom chimique exact] n'est pas inclus(e) dans la partie publique du registre, il faut indiquer dans le registre [de quel

type d'information il s'agit] [que cette information n'a pas été rendue publique], pour quelle raison cette information n'a pas été divulguée [et les effets négatifs sur la santé et l'environnement associés aux polluants pour lesquels l'information n'est pas divulguée.]

Article 13

PARTICIPATION DU PUBLIC À LA CRÉATION OU À LA MODIFICATION DE REGISTRES NATIONAUX DES REJETS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS

1. Chaque Partie assure des possibilités appropriées de participation du public aux mesures prises pour mettre en œuvre le présent Protocole et à l'introduction de modifications sensibles dans [les prescriptions en matière de notification de] son registre national des rejets et transferts de polluants, [conformément à ses dispositions nationales] [dans le cadre de sa législation nationale.]
- [2. Chaque Partie avise le public, de manière efficace et au début du processus décisionnel, de son intention de créer ou de modifier sensiblement un registre national des rejets et transferts de polluants. Elle doit notamment le renseigner sur la procédure envisagée, y compris les possibilités et les modalités de participation du public, ainsi que sur les informations complémentaires disponibles à ce sujet et les moyens de les obtenir.]
- [3. Indépendamment des informations qui doivent être mises à la disposition du public au titre du Protocole, chaque Partie veille à ce que, pendant le processus de création ou de modification sensible du RRTP national, le public puisse obtenir dans les meilleurs délais et sans frais des informations sur le projet de registre – champ, nature, structure, fonctionnement et contenu – ou sur les modifications qu'il est proposé d'apporter à ces éléments.]
4. Aux fins du paragraphe 1, chaque Partie [donne au public la possibilité de] [habilite le public à] soumettre toute observation, information, ou analyser et donner tout avis qu'il juge de nature à faciliter le processus décisionnel, et l'autorité publique compétente tient dûment compte de sa contribution.
- [5. Chaque Partie veille à ce que, une fois que la décision de créer ou de modifier sensiblement le registre a été prise, le public soit promptement informé de cette décision, des raisons et des considérations qui la motivent et de la façon dont il a été tenu compte de sa contribution.]
- [6. Chaque Partie veille à ce que le public ait la possibilité d'adresser une pétition à l'autorité compétente en vue de modifier le registre national des rejets et transferts de polluants.]

Article 14

[EXÉCUTION DES OBLIGATIONS ET] ACCÈS À LA JUSTICE

1. [Chaque Partie veille à ce que ses autorités publiques compétentes disposent de pouvoirs et de moyens suffisants pour engager des procédures administratives, civiles ou pénales afin de contraindre les établissements à s'acquitter de leur obligation de communiquer des informations exhaustives et exactes.]

[2. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que toute personne qui estime s'être heurtée à un refus, une entrave ou un obstacle injustifié s'agissant de [sa demande d'] [l'exercice de son droit d'accès à l'] information en vertu [du paragraphe 2] de l'article 11 [ou de la possibilité qui lui est donnée de participer au titre de l'article 13] ait la possibilité de former un recours devant une instance judiciaire ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi.]

[Article 15]

REGISTRE RÉGIONAL

1. Un registre reprenant la totalité des données inscrites aux registres nationaux des Parties est constitué pour la région de la CEE. Le registre régional sera tenu par [nom de l'organisme responsable] et remplira tous les critères pertinents applicables aux registres nationaux.
2. Chaque année, le 1^{er} juin au plus tard et ce à compter de l'année suivant la première année civile complète qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur du présent instrument, chaque Partie communique les données figurant sur son registre national au [nom de l'organisme responsable] pour inscription au registre régional.
3. Les Parties coopèrent avec [nom de l'organisme responsable] pour faciliter l'harmonisation des méthodes de collecte et de présentation des données.]

Article 16

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. Chaque Partie s'emploie à faire connaître au public son registre des rejets et transferts de polluants et veille à ce que le public bénéficie d'une aide et de conseils pour consulter le registre et comprendre et utiliser les informations qui y figurent.
- [2. Chaque Partie veille à assurer un renforcement des capacités suffisant et une orientation appropriée pour aider les autorités et organes responsables à s'acquitter de leurs fonctions en vertu du présent Protocole et fait en sorte que le personnel nécessaire soit désigné pour atteindre les objectifs définis dans le présent article.]

Article 17

COOPÉRATION INTERNATIONALE

1. Les Parties coopèrent et s'entraident, selon le cas:
 - a) Pour mener à bien des actions internationales à l'appui des objectifs du présent Protocole;
 - b) [Sur demande, pour mettre en œuvre des systèmes nationaux aux fins du présent Protocole;]

c) Pour échanger des informations au titre du Protocole en ce qui concerne les rejets et transferts dans les zones frontalières; et

d) Pour échanger des informations [au titre du Protocole] en ce qui concerne [l'itinéraire et la destination des] [les] transferts entre les Parties.

2. Les Parties s'emploient à coopérer entre elles et encouragent la coopération avec les organisations internationales compétentes, selon qu'il convient, en vue de promouvoir:

a) La sensibilisation du public au niveau international et le transfert de technologies; et

b) L'assistance technique aux Parties en développement et Parties en transition, en ce qui concerne les questions relatives au Protocole.

Article 18

RÉUNION DES PARTIES

1. Une Réunion des Parties est instituée par le présent paragraphe. La première réunion des Parties au présent Protocole est convoquée deux ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole. Par la suite, les Parties au Protocole tiennent, à moins qu'elles n'en décident autrement, leurs réunions ordinaires juste après les réunions ordinaires des Parties à la Convention. Les Parties peuvent tenir une réunion extraordinaire si elles en décident ainsi lors d'une réunion ordinaire ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication à l'ensemble des Parties.

2. Lors de leurs réunions, les Parties suivent en permanence l'application et le développement du présent Protocole [sur la base des informations communiquées régulièrement par les Parties], et, dans cette optique:

a) Examinent les politiques et les approches juridiques et méthodologiques suivies pour mettre en place des systèmes de registres des rejets et transferts de polluants et promouvoir leur convergence et leur renforcement progressifs;

b) Élaborent des directives concernant la communication d'informations à la Réunion des Parties par les Parties, en tenant compte de la nécessité d'éviter les doubles emplois dans ce domaine³;

c) Établissent un programme de travail;

d) Prennent des mesures visant à renforcer la coopération transfrontière et internationale conformément à l'article 17;

e) [Échangent des données d'expérience sur la conclusion et la mise en œuvre d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements ayant un rapport avec les objectifs du présent Protocole et conclus par une ou plusieurs des Parties;]

f) Créent les organes subsidiaires qu'elles jugent nécessaires;

g) Examinent et adoptent les propositions d'amendement au présent Protocole et à ses annexes jugées nécessaires à son application, conformément aux dispositions des articles 21 et 22;

h) [Réexaminent régulièrement les annexes énumérant les polluants et les activités auxquels s'applique le Protocole, à la lumière des progrès technologiques et scientifiques et en tenant compte de l'approche fondée sur le principe de précaution;]

i) À leur première réunion, examinent et adoptent par consensus le règlement intérieur de leurs réunions et des réunions des organes subsidiaires au titre du présent Protocole, compte tenu de tout règlement intérieur adopté par la Réunion des Parties à la Convention;

j) À leur [première] [X^e] réunion,

- i) Font le bilan de l'expérience acquise en matière de communication des données sur les rejets provenant de sources diffuses, dans le but d'adopter des critères et des seuils plus précis [afin de faciliter l'harmonisation de ces données];
- ii) [Font le point de l'expérience en ce qui concerne l'application du paragraphe 3 de l'article 5⁴ et étudient quelles nouvelles mesures pourraient être prises pour harmoniser les obligations et les méthodes en matière de surveillance et de communication des données ayant trait aux rayonnements et aux substances radioactives, au bruit et aux organismes génétiquement modifiés;]
- iii) Étudient la possibilité d'adopter des mesures visant à harmoniser davantage les méthodes d'évaluation des rejets, des transferts et de l'utilisation des ressources, notamment au moyen de directives, en tenant compte des orientations définies dans le cadre d'autres processus internationaux; et
- iv) Étudient la possibilité de mettre au point des arrangements financiers et des mécanismes d'assistance technique en vue de faciliter l'application du Protocole;

k) [Sollicitent, lorsqu'il y a lieu, l'appui des organes concernés de la CEE et des autres organismes internationaux et comités particuliers compétents dans tous les domaines se rattachant aux objectifs du présent Protocole;]

l) Envisagent et entreprennent toute autre action pouvant se révéler nécessaire aux fins du présent Protocole, comme l'adoption de directives et de recommandations facilitant son application; [et]

[m) Envisagent d'établir un registre régional].

3. La Réunion des Parties facilite l'échange de données sur l'expérience acquise en matière de notification des transferts selon l'approche par polluant ou l'approche par déchet et examine ces données afin d'étudier la possibilité de faire converger ces deux approches compte tenu de l'intérêt que présente l'information pour le public, conformément à l'article premier, et de l'efficacité générale des registres nationaux des rejets et transferts de polluants.

4. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui est habilitée en vertu de l'article 26 à signer le présent Protocole mais qui n'est pas Partie audit Protocole, et toute organisation intergouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec le Protocole sont autorisés à participer en qualité d'observateurs aux réunions des Parties.

5. Toute organisation non gouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec le présent Protocole et qui a fait savoir au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qu'elle souhaitait être représentée à une réunion des Parties est autorisée à participer en qualité d'observateur à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection.

Article 19

DROIT DE VOTE

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-après, chaque Partie au présent Protocole dispose d'une voix.

2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

[Article 20]

ORGANE SUBSIDIAIRE DE CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1. Il est créé un organe subsidiaire de conseil scientifique et technique qui sera ouvert à la participation de toutes les Parties, ainsi qu'à celle de non-Parties et de représentants d'organisations intergouvernementales, organisations internationales et organisations non gouvernementales.

2. Agissant sous l'autorité et conformément aux décisions pertinentes de la Réunion des Parties, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique fournit en temps opportun à la Réunion des Parties et, selon qu'il convient, à d'autres organes subsidiaires créés en vertu du Protocole, des avis sur des questions scientifiques, techniques et technologiques en rapport avec l'application et le développement du présent Protocole.

3. À leur première réunion, les Parties examinent et arrêtent les détails du mandat, de l'organisation et du fonctionnement de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique.]

Article 21

AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.

2. Les propositions d'amendement au présent Protocole sont examinées lors d'une réunion des Parties.
 3. Le texte de toute proposition d'amendement au présent Protocole est soumis par écrit au secrétariat, qui le communique à toutes les Parties [quatre-vingt-dix jours] [six mois] au moins avant la réunion des Parties au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption.
 4. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur tout amendement qu'il est proposé d'apporter au présent Protocole. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, l'amendement est adopté en dernier ressort par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.
 5. Les amendements au présent Protocole adoptés conformément au paragraphe 4 ci-dessus sont soumis par le secrétariat au Dépositaire qui les distribue à toutes les Parties pour ratification, acceptation ou approbation. Le quatre-vingt-dixième jour qui suit la réception par le Dépositaire de la notification de leur ratification, approbation ou acceptation par les trois quarts au moins de ces Parties, les amendements entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont ratifiés, approuvés ou acceptés. Par la suite, ils entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation des amendements⁵.
 6. Aux fins du présent article, l'expression «Parties présentes et votantes» désigne les Parties présentes à la réunion qui émettent un vote affirmatif ou négatif.
- [7. Les Parties établissent une procédure d'acceptation et d'examen de propositions de membres du public qui tendent à modifier le Protocole.]

Article 22

ADOPTION ET AMENDEMENTS D'ANNEXES

1. Les annexes au présent Protocole font partie intégrante de celui-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute référence au Protocole constitue également une référence à ses annexes.
2. La procédure suivante s'applique à la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires et d'amendements à des annexes:
 - a) Les annexes supplémentaires et les amendements à des annexes sont proposés et adoptés selon la procédure définie aux paragraphes 1 à 4 de l'article 21;
 - b) Toute Partie qui [n'a pas soumis la notification visée au paragraphe 5 de l'article 28 et qui] n'est pas en mesure d'accepter l'annexe supplémentaire ou l'amendement à une annexe en donne notification au Dépositaire par écrit dans les 12 mois qui suivent la date de la communication par le Dépositaire de l'adoption de l'annexe ou amendement en question. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'annexe supplémentaire ou l'amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard de cette Partie;

c) À l'expiration du délai de 12 mois à compter de la date de sa communication par le Dépositaire aux termes du paragraphe 5 de l'article 21, l'annexe supplémentaire ou l'amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions de l'alinéa *b* ci-dessus, pour autant qu'un tiers au plus des Parties ait soumis une notification de cette nature à la date en question.

3. [À l'égard de toute Partie qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 5 de l'article 28, les annexes supplémentaires ou amendements à des annexes entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt auprès du Dépositaire de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion s'agissant de cette annexe supplémentaire ou de cet amendement à une annexe.]

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe est lié à un amendement au présent Protocole, l'annexe supplémentaire ou l'amendement à une annexe n'entre pas en vigueur tant que l'amendement au présent Protocole n'est pas lui-même entré en vigueur.

Article 23

SECRÉTARIAT

1. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes au titre du présent Protocole:

- a) Il convoque et prépare les réunions des Parties;
- b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions du présent Protocole;
- c) Il s'acquitte des autres fonctions que la Réunion des Parties peut lui assigner, en fonction des ressources disponibles.

[2. Le secrétariat informe les Parties des éléments et modalités de mise en œuvre du programme de travail visé à l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 18.]

Article 24

EXAMEN DU RESPECT DES DISPOSITIONS

À leur première réunion, les Parties établissent, par consensus, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération à caractère [non judiciaire] [non conflictuel] en vue d'évaluer et d'encourager le respect des dispositions du présent Protocole et de traiter les cas de non-respect. [Ces procédures et mécanismes permettent [une participation appropriée du public et peuvent prévoir la possibilité] d'examiner [entre autres] des communications de membres du public concernant des questions ayant un rapport avec le présent Protocole.]

Article 25

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.
2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve le présent Protocole ou y adhère, ou à tout moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1 ci-dessus, elle accepte de considérer comme obligatoires l'un des deux ou les deux moyens de règlement ci-après dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation:
 - a) Soumission du différend à la Cour internationale de Justice;
 - b) Arbitrage, conformément à la procédure adoptée à la [première] réunion des Parties et définie dans une annexe [dès que possible] [en tenant compte du règlement facultatif d'arbitrage des différends concernant les ressources naturelles et/ou l'environnement de la Cour permanente d'arbitrage].
- [3. Si les parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 ci-dessus, le différend peut n'être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.]

Article 26

SIGNATURE

Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les États qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des organisations d'intégration économique régionale constituées par ces États, à Kiev (Ukraine) le .. mai 2003 à l'occasion de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 31 décembre 2003.

Article 27

DÉPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire du présent Protocole.

Article 28

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1. Le présent Protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale signataires.

2. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des États et organisations visés à l'article 26 à compter du 1^{er} janvier 2004.

3. Toute organisation visée à l'article 26 qui devient Partie au présent Protocole sans qu'aucun de ses États membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent du présent Protocole. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont Parties au présent Protocole, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations qu'il leur impose. En pareil cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent du présent Protocole.

4. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 26 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite le présent Protocole. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

5. [Dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute Partie peut déclarer qu'à son égard, toute annexe supplémentaire ou tout amendement à une annexe n'entre en vigueur qu'après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif à cette annexe ou à cet amendement.]

Article 29

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les États membres de cette organisation.

3. À l'égard de chaque État ou organisation qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 30

RÉSERVES

Aucune réserve ne peut être faite au présent Protocole.

Article 31

DÉNONCIATION

À tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer l'instrument par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

Article 32

TEXTES AUTHENTIQUES

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Kiev, le .. mai deux mille trois.

Notes

¹ Il s'agit ici du paragraphe 2 de l'article 6 du texte figurant dans le document CEP/WG.5/AC.2/2002/11, qui a été supprimé par le Groupe de travail, et non du paragraphe 2 de l'article 6 du présent document. N'ayant pas examiné le paragraphe 9 de l'article 7, le Groupe de travail n'a pas eu l'occasion de revoir ou de modifier ce renvoi.

² Les dérogations suivantes prévues au paragraphe 4 de l'article 4 de la Convention d'Aarhus n'ont pas été considérées comme pertinentes ou appropriées dans le présent contexte par le groupe de rédaction:

- Le secret des délibérations des autorités publiques, lorsque ce secret est prévu par le droit interne;
- Les intérêts d'un tiers qui a fourni les informations demandées sans y être contraint par la loi ou sans que la loi puisse l'y contraindre et qui ne consent pas à la divulgation de ces informations; ou
- Le milieu sur lequel portent les informations, comme les sites de reproduction d'espèces rares.

Certaines dérogations sont placées entre crochets dans le corps du texte parce que le groupe de rédaction a estimé qu'elles devaient faire l'objet d'une réflexion ou d'une analyse plus approfondie.

³ Le terme «requirements» figurant dans le texte anglais de cet alinéa pourrait ne pas être le mieux choisi, car l'expression «reporting requirements», telle qu'elle est employée dans d'autres passages du projet de protocole, désigne une notion tout à fait différente de celle qui constitue l'objet du présent alinéa. En outre, il pourrait y avoir incompatibilité entre le terme «requirements» (qui implique une obligation) et le mot «guidelines» (qui a une connotation non contraignante). Cette question devra être tranchée ultérieurement.

⁴ Il s'agit du paragraphe 3 de l'article 5 tel qu'il figure dans le document CEP/WG.5/AC.2/2001/3.

⁵ Le Groupe de travail souhaitera peut-être déterminer si les États ou les organisations d'intégration économique régionale qui deviennent Parties au Protocole après que certains amendements sont déjà entrés en vigueur (en ce sens que l'objectif des «trois quarts» des Parties a été atteint et que le délai de 90 jours s'est écoulé pour chacun de ces amendements) auront le choix de ratifier, d'accepter ou d'approuver les amendements en question, comme le prévoit le présent texte, ou si en devenant Parties au Protocole à ce stade, ces États ou organisations seront automatiquement tenus de ratifier, d'accepter ou d'approuver tous les amendements qui sont déjà entrés en vigueur (en ce sens, là encore, que l'objectif des «trois quarts» des Parties a été atteint et que le délai de 90 jours s'est écoulé pour chacun d'entre eux).

Annexe I

ACTIVITÉS

1. Secteur de l'énergie

- a) Raffineries de pétrole et de gaz;
- b) Installations de gazéification et de liquéfaction;
- c) Centrales thermiques et autres installations de combustion d'un apport thermique d'au moins 50 mégawatts (MW);
- d) Cokeries;
- e) Broyeurs à charbon et installations pour la fabrication de produits à base de charbon et de combustibles sans fumée solides.

2. Production et transformation des métaux

- a) Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré);
- b) Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure;
- c) Installations destinées à la transformation des métaux ferreux:
 - i) Par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;
 - ii) Par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MW;
 - iii) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure;
- d) Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour;
- e) Installations:
 - i) Destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;

- ii) Destinées à la fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux, incluant des produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux;

f) Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mis en œuvre est supérieur à 30 m³.

3. Industrie minérale

a) Extraction souterraine et opérations connexes; extraction à ciel ouvert lorsque la superficie du site est supérieure à 25 hectares;

b) Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour;

c) Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante;

d) Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

e) Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

f) Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m³ et de plus de 300 kg/m³ par four.

4. Industrie chimique

a) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que:

- i) Hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);
- ii) Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes;
- iii) Hydrocarbures sulfurés;
- iv) Hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates;

- v) Hydrocarbures phosphorés;
 - vi) Hydrocarbures halogénés;
 - vii) Composés organométalliques;
 - viii) Matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);
 - ix) Caoutchoucs synthétiques;
 - x) Colorants et pigments;
 - xi) Tensioactifs et agents de surface;
- b) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que:
- i) Gaz, notamment ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés soufrés, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle;
 - ii) Acides, notamment acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;
 - iii) Bases, notamment hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;
 - iv) Sels, notamment chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;
 - v) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium;
- c) Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés);
- d) Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle de produits de base phytosanitaires et de biocides;
- e) Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication industrielle de produits pharmaceutiques de base;
- f) Installations destinées à la fabrication industrielle d'explosifs et de produits pyrotechniques.

5. Gestion des déchets et des eaux usées

- a) Installations recevant plus de 10 tonnes de déchets dangereux par jour aux fins d'incinération, de pyrolyse, de valorisation, de traitement chimique ou de mise en décharge;
- b) Installations pour l'incinération des déchets municipaux, d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure;
- c) Installations pour l'élimination des déchets non dangereux, d'une capacité de plus de 50 tonnes par jour;
- d) Décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes;
- e) Installations destinées à l'élimination ou au recyclage de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour;
- f) Installations municipales d'épuration des eaux usées d'une capacité supérieure à 100 000 équivalents-habitants;
- g) Installations industrielles autonomes d'épuration des eaux usées issues de l'une ou de plusieurs des activités figurant dans la présente annexe, d'une capacité supérieure à 10 000 m³/jour.

6. Fabrication et transformation du papier et du bois

Installations industrielles destinées à:

- a) La fabrication de pâte à papier à partir de bois ou d'autres matières fibreuses;
- b) La fabrication de papier, de carton et d'autres produits dérivés du bois (tels que l'aggloméré, le panneau de fibres ou le contreplaqué) d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour;
- c) La conservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de substances chimiques, d'une capacité supérieure à 50 m³ par jour.

7. Agriculture et aquaculture

- a) Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus de:
 - i) 40 000 emplacements pour la volaille;
 - ii) 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg);
 - iii) 750 emplacements pour truies;

b) Aquaculture intensive produisant plus de 1 000 tonnes de poissons et de crustacés par an.

8. Produits d'origine animale et végétale issus de l'industrie alimentaire et des boissons

a) Abattoirs d'une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour;

b) Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires et de boissons à partir de:

i) Matières premières animales (autres que le lait), d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour;

ii) Matières premières végétales, d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle);

c) Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).

9. Autres activités

a) Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisage) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour;

b) Installations destinées au tannage des peaux, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour;

c) Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de revêtement, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an;

d) Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation;

e) Installations destinées à la construction, à la peinture ou au décapage de bateaux, y compris de bateaux de plus de 100 m de long.

Annexe II**POLLUANTS**

	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet [x] ^{1 2}			Seuil de fabrication de transformation ou d'utilisation [y] (kg/an)
			Dans l'atmosphère (kg/an)	Dans l'eau (kg/an)	Dans les sols (kg/an)	
1	74828	Méthane (CH ₄)	100 000 ¹	-	-	**
2	630080	Monoxyde de carbone (CO)	500 000	-	-	**
3	124389	Dioxyde de carbone (CO ₂)	100 000 000	-	-	**
4		Hydrofluorocarbones (HFC)	100 ¹	-	-	**
5	10024972	Protoxyde d'azote (N ₂ O)	10 000 ¹	-	-	**
6	7664-41-7	Ammoniaque (NH ₃)	10 000	-	-	10 000
7		Composés organiques volatils autres que le méthane	100 000	-	-	**
8		Oxydes d'azote (NO _x /NO ₂)	100 000	-	-	**
9		Hydrocarbures perfluorés	100 ¹	-	-	**
10	2551624	Hexafluorure de soufre (SF ₆)	50 ¹	-	-	**
11		Oxydes de soufre (SO _x /SO ₂)	150 000	-	-	**
12		Azote total	-	50 000	50 000	
13		Phosphore total	-	5 000	5 000	10 000
14		Hydrocarbures fluorés	1	-	-	10 000
15		Hydrocarbures Xchlorofluorés	1	-	-	10 000
16		Halons	1	-	-	10 000
17	7440-38-2	Arsenic et composés (comme As)	20	5	5	50
18	7440-43-9	Cadmium et composés (comme Cd)	10	5	5	5
19	7440-47-3	Chrome et composés (comme Cr)	100	50	50	10 000
20	7440-50-8	Cuivre et composés (comme Cu)	100	50	50	10 000
21	7439-97-6	Mercure et composés (comme Hg)	10	1	1	5
22	7440-02-0	Nickel et composés (comme Ni)	50	20	20	10 000
23	7439-92-1	Plomb et composés (comme Pb)	200	20	20	50
24	7440-66-6	Zinc et composés (comme Zn)	200	100	100	10 000
25	15972-60-8	Alachlore	-	1	1	
26	309-00-2	Aldrine	1	1	1	
27	1912-24-9	Atrazine	-	1	1	
28	57-74-9	Chlordane	1	1	1	
29	143-50-0	Chlordécone	1	1	1	
30	470-90-6	Chlorfenvinphos	-	1	1	
31	855-358-48	Chloroalcanes (C10-13)	-	1	1	10 000
32	2921-88-2	Chlorpyrifos	-	1	1	
33	50-29-3	DDT	1	1	1	
34	107-06-2	1,2-dichloroéthane (EDC)	1 000	10	10	10 000
35	75-09-2	Dichlorométhane (DCM)	1 000	10	10	10 000
36	60-57-1	Dieldrine	1	1	1	
37	330-54-1	Diuron	-	1	1	

	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet [x] * 2			Seuil de fabrication de transformation ou d'utilisation [y] (kg/an)
			Dans l'atmosphère (kg/an)	Dans l'eau (kg/an)	Dans les sols (kg/an)	
38	115-29-7	Endosulphan	-	1	1	
39	72-20-8	Endrine	1	1	1	
40		Composés organiques halogénés (comme AOX)	-	1 000	1 000	
41	76-44-8	Heptachlore	1	1	1	
42	118-74-1	Hexachlorobenzène (HCB)	10	1	1	
43	87-68-3	Hexachlorobutadiène (HCBd)	-	1	1	
44	608-73-1	1,2,3,4,5,6-hexachlorocyclohexane (HCH)	10	1	1	
45	58-89-9	Lindane	-	1	1	
46	2385-85-5	Mirex	1	1	1	
47		PCDD+PCDF (dioxines + furanes) (comme Teq)	0,001	[0,001]	[0,001]	
48	608-93-5	Pentachlorobenzène	1	1	1	
49	87-86-5	Pentachlorophénol (PCP)	10	1	1	
50	1336-36-3	Biphényles polychlorés (PCB)	0,1	0,1	0,1	
51	122-34-9	Simazine	-	1	1	
52	127-18-4	Tétrachloroéthylène (PER)	2 000	-	-	10 000
53	56-23-5	Tétrachlorométhane (TCM)	100	-	-	10 000
54	87-61-6 120-82-1	Trichlorobenzènes (TCB)	10	-	-	
55	71-55-6	1,1,1-trichloroéthane	100	-	-	
56	79-34-5	1,1,2,2-tétrachloroéthane	50	-	-	10 000
57	79-01-6	Trichloroéthylène (TRI)	2 000	-	-	10 000
58	67-66-3	Trichlorométhane	500	-	-	10 000
59	8001-35-2	Toxaphène	-	1	1	
60	75-01-4	Chlorure de vinyle	1 000	10	10	10 000
61	120-12-7	Anthracène	50	1	1	50
62	71-43-2	Benzène	1 000	200 (comme BTEX) ***	200 (comme BTEX) ***	10 000
63		Biphénylthers bromés (PBDE)	-	1	1	
64		Nonylphénol, éthoxylates (NP/NPE) et substances associées	-	1	1	10 000
65	100-41-4	Éthylbenzène	-	200 (comme BTEX) ***	200 (comme BTEX) ***	10 000
66	75-21-8	Oxyde d'éthylène	1 000	10	10	10 000
67	34123-59-6	Isoproturon	-	1	1	
68	91-20-3	Naphthalène	100	10	10	10 000
69		Composés organostanniques (comme Sn total)	-	50	50	
70	117-81-7	Phtalate de di-(2 éthylhexyl) (DEHP)	10	1	1	10 000
71	108-95-2	Phénols (comme C total)	-	20	20	10 000
72		Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ****	50	5	5	50
73	108-88-3	Toluène	-	200 (comme BTEX) ***	200 (comme BTEX) ***	10 000
74		Tributylétain et composés	-	1	1	

	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet [x] ^{* 2}			Seuil de fabrication de transformation ou d'utilisation [y] (kg/an)
			Dans l'atmosphère (kg/an)	Dans l'eau (kg/an)	Dans les sols (kg/an)	
75		Triphénylétain et composés	-	1	1	
76		Carbone organique total (comme C total, ou DCO/3)	-	50 000	-	
77	1582-09-8	Trifluraline	-	1	1	
78	1330-20-7	Xylènes	-	200 (comme BTEX)***	200 (comme BTEX)***	10 000
79		Chlorures (comme Cl total)	-	2 000 000	2 000 000	
80		Chlores et composés inorganiques (comme HCl)	10 000	-	-	
81	1332-21-4	Amiante	1	1	1	10 000
82		Cyanures (comme CN total)	-	50	50	10 000
83		Fluorures (comme F total)	-	2 000	2 000	
84		Fluor et composés inorganiques (comme HF)	5 000	-	-	10 000
85		HCN	200	-	-	10 000
86		MP10 (particules)	50 000	-	-	**

* Le signe «-» porté dans la colonne correspondant au seuil fixé pour les rejets indique que les rejets du polluant en question dans le milieu considéré ne sont pas soumis à notification.

** Aucun seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation n'est applicable à cette substance.

*** Chacun des polluants en question est soumis à notification si la valeur seuil de 200 kg/an fixée pour les substances BTEX (somme des rejets de benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) est dépassée.

**** Les HAP comprennent le benzo(a)pyrène (50328), le benzo(b)fluoranthène (205992), le benzo(k)fluoranthène (207089) et l'indéno(1,2,3-cd)pyrène (193395) .

Notes

¹ Une note de bas de page pourrait être insérée ici pour indiquer que l'application des seuils en question peut faire l'objet d'une certaine souplesse (voir MP.PP/AC.1/2002/2, par. 75 et 76).

² À l'article 7, par. 1 a) ii) et iv), il est question des «seuils applicables fixés à l'annexe II, colonne [x]» pour les transferts hors du site de polluants et d'eaux usées, respectivement. Cependant, l'annexe II ne contient pas pour le moment de seuils pour les transferts. Le renvoi à la colonne [x] donne à penser que le Groupe de travail s'est sans doute fondé sur l'hypothèse que les seuils indiqués dans cette colonne pouvaient aussi s'appliquer aux transferts: or le fait que des seuils différents soient fixés pour les rejets en fonction du milieu dans lequel la substance est rejetée fait planer une certaine ambiguïté quant à la question de savoir comment les seuils pourraient s'appliquer aux transferts. Le Groupe de travail souhaitera peut-être régler cette question à sa prochaine réunion en vue de veiller à la compatibilité de ces dispositions. Cette question peut également avoir une incidence sur le paragraphe 3 de l'article 7 qui, à ce stade, ne fait pas état de seuils pour les transferts.

Annexe III

PARTIE A

OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION («E»)

- Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge).
- Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.).
- Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologiques naturelles).
- Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins).
- Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement).
- Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer.
- Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin.
- Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la présente partie.
- Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la présente partie (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation).
- Incinération à terre.
- Incinération en mer.
- Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine).
- Regroupement préalablement à l'une des opérations de la partie A.
- Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de la partie A.
- Stockage préalablement à l'une des opérations de la partie A.

PARTIE B

OPÉRATIONS DE RÉCUPÉRATION («R»)

- Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie.
- Récupération ou régénération des solvants.
- Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants.
- Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques.
- Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques.
- Régénération des acides ou des bases.
- Récupération des produits servant à capter les polluants.
- Récupération des produits provenant des catalyseurs.
- Régénération ou autres réemplois des huiles usées.
- Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie.
- Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations mentionnées dans la présente partie.
- Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations mentionnées dans la présente partie.
- Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations mentionnées dans la présente partie.

Autres annexes

Annexe IV Arbitrage¹

Notes

¹ Le renvoi à une annexe relative à l'arbitrage provient d'une version antérieure du projet de protocole, aucune décision n'ayant été prise quant à sa suppression. Dans sa formulation actuelle, l'article 25 ne fait pas état d'une telle annexe.
